

## "Non à l'euroland, oui à l'Europe" dans Le Monde (19 janvier 1999)

**Légende:** Le 19 janvier 1999, le sénateur gaulliste et ancien ministre Charles Pasqua publie dans le quotidien français Le Monde une tribune dans laquelle il explique les raisons de son opposition à l'entrée de la France dans la zone euro.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie ; Réd. Chef PLENEL, Edwy. 19.01.1999, n° 16 790. Paris: Le Monde.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"non\\_a\\_l\\_euroland\\_oui\\_a\\_l\\_europe"\\_dans\\_le\\_monde\\_19\\_janvier\\_1999-fr-d9b2477b-27a3-4eb8-ab12-1c1c6e8be841.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 15/09/2012

## Non à l'euroland, oui à l'Europe

par Charles Pasqua

Réuni à Versailles le 18 janvier - jour anniversaire de la proclamation de l'Empire allemand, en 1871, dans la galerie des Glaces -, le Congrès va donc contraindre notre Constitution à se couler dans le moule du traité d'Amsterdam.

Et cette fois, contrairement à ce qui s'est passé pour le traité de Maastricht, le peuple français ne sera pas consulté. Ainsi en a décidé le président de la République, rompant avec le dessein institutionnel du général de Gaulle.

Mais la fin, nous dit-on, justifie les moyens. L'Europe vaut bien qu'on lui sacrifie la démocratie, après l'emploi. Soit. Mais où est l'Europe dans tout cela ?

Jacques Chirac a eu raison de remercier les Français pour les efforts accomplis depuis dix ans. Mesurons le sacrifice : la politique du franc fort, c'est-à-dire du franc cher, aura coûté un point de croissance en moins par an depuis dix ans, un million de chômeurs, une croissance de la dette qu'il fallut corriger par une augmentation des prélèvements obligatoires, une fracture sociale justement dénoncée à chaque campagne électorale.

Mais au bout du chemin, nous disait-on, il y avait l'Europe. Et nous voilà dans l'euroland !

Il y a d'ailleurs quelque chose de ridicule dans ce concours sémantique qui fait rage depuis le 1<sup>er</sup> janvier pour dénommer ce qui vient de naître. Si c'était l'Europe, pourquoi chercher un nom ? Il faut cependant se rendre à l'évidence, que quelques esprits lucides essayaient en vain de démontrer depuis le référendum sur le traité de Maastricht : l'euroland n'est pas l'Europe. Alors, euroland, eurolande ou zone euro, comme le recommande l'Académie ? Va pour zone euro puisqu'il paraît que nous avons conservé, pour trois ans encore, une zone libre...

Quoi qu'il en soit, c'est un Etat véritable qui se met en place, même s'il agit avec les nations comme le bernard-l'ermite. Bruxelles, Francfort et Luxembourg sont ses trois capitales. A Francfort, il bat monnaie; à Bruxelles, il fait la loi; à Luxembourg, il rend la justice.

La Commission de Bruxelles est le pouvoir exécutif, le gouvernement de cet Etat. Le conseil des ministres, et même le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement n'en est, contrairement à ce que croient les Français, que le pouvoir législatif, un pouvoir législatif que le traité d'Amsterdam prive d'ailleurs du droit de proposer des lois. Le conseil vote, ou ne vote pas, les lois - on appelle cela des directives - que la Commission lui présente. Un point, c'est tout. Trimbalant ses cantines de Strasbourg à Bruxelles en passant par Luxembourg, un Parlement baroque est censé représenter les peuples au sein de cette architecture institutionnelle au style nettement plus autoritaire.

Voilà ce pour quoi nous allons abandonner notre souveraineté et vider notre démocratie de sa substance : l'euroland, cet avatar grotesque de l'idée d'Europe, comme le veau d'or fut celui de la Terre promise ! Je crois que l'Histoire s'interrogera longtemps sur cette étrange frénésie qui aura conduit toute une classe politique, jusqu'ici fière de ses valeurs et de ses racines, humanistes, patriotes, républicaines, et qu'incarneraient chacun à sa façon les partis gaulliste et socialiste, à les sacrifier en même temps sur l'autel de la nouvelle valeur universelle : l'argent.

Les européistes les plus lucides et les plus conséquents essaient déjà, dans ces mêmes colonnes, de gommer l'impression détestable qu'a donnée la promotion médiatique de l'euro. Le comble ayant été atteint par le commissaire Thibaud de Silguy étrennant ses euros avec la même exaltation que celle que relate la marquise de Sévigné racontant à sa fille l'arrivée des petits pois à la table de Louis XIV, « une seule question agissait la Cour : en avait-on goûté ? Et si oui, quand en goûterait-on de nouveau ? ».

Pour effacer l'image de cette Europe censitaire, on nous avoue enfin la finalité de toute l'opération : l'Europe fédérale est bien l'aboutissement des traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Je souhaite qu'à cette franchise on ne réponde pas une fois encore - je parle là de ma famille politique - en laissant croire aux Français tout et son contraire. Ce qui est facile à dire mais beaucoup plus difficile à faire.

Faire l'Europe par la monnaie conduirait à l'Europe fédérale. Jean Monnet l'avait prévu. L'Europe fédérale ne pouvait être l'Europe européenne, le général de Gaulle l'avait compris. Nous voilà au dénouement de cette affaire.

Monétariste, fédérale, atlantiste, voilà le trépied de la construction que l'on propose enfin sans fard, exactement au rebours de l'Europe affranchie de la tutelle américaine que voulait le général de Gaulle. Déjà, nous avons réintégré l'OTAN, qui est devenue à l'échelle du continent européen la première des poupées gigognes, l'Union européenne étant la poupée intermédiaire et l'euroland la plus petite. Et ce n'est plus qu'en paroles que la France, seule dans son cas en Europe, prétend encore envisager un destin à l'Union européenne, en dehors de l'orbite des Etats-Unis. Hélas, ainsi que le remarquait un diplomate, « il est aussi aberrant d'imaginer une défense européenne à l'intérieur de l'Otan que d'installer la Banque centrale européenne à Fort-Knox. »

La dernière crise entre les Etats-Unis et l'Irak est là pour rappeler ces réalités à ceux qui feignent de les ignorer. Cette réalité, c'est que l'Europe était jusqu'ici une vaste auberge espagnole où chacun pouvait apporter sa propre représentation des choses.

La France y voyait une façon de renouveler en l'élargissant sa vocation universelle, d'accord pour changer son « exception » au profit du modèle au-dessus, l'exception européenne.

L'Europe a servi de politique à l'Allemagne tant que celle-ci n'y avait pas droit. Pour les Italiens, l'Europe est une croyance, presque une superstition, au fond sans grande conséquence. Espagnols et Portugais y rattrapent à marche forcée un XX<sup>e</sup> siècle dont les avaient privés leurs régimes politiques. L'Angleterre y négocie. Les pays scandinaves ont choisi de conserver leur solidarité, donc leurs monnaies. La Finlande reste finlandisée.

Comment voulez-vous faire une Europe fédérale avec tout cela ? C'est-à-dire un ensemble politique dont les citoyens soient capables et aient envie de juger des mêmes choses, au même moment, dans les mêmes termes ? Peut-on imaginer que ces peuples puissent confier à un même pouvoir politique, à un seul gouvernement, c'est-à-dire rapidement à un même homme ou à une même femme le soin de les représenter et de les conduire ? Et sur quel suffrage universel direct pourrait-on asseoir cette nouvelle légitimité ?

On nous berce encore d'illusions. La vérité est que cette Europe-là est condamnée à rester une oligarchie et que nous allons entrer dans le XXI<sup>e</sup> sous l'empire d'une sorte de despotisme plus ou moins bien éclairé.

Y gagnera-t-on en contrepartie, si l'on ose dire, la prospérité qu'on nous fait miroiter ? Il eût fallu pour cela, à tout le moins, que l'euroland ne s'établisse pas sur la politique la plus ouvertement malthusienne de tous les temps.

La démographie européenne, notamment allemande, explique ce choix. Elle ne l'excuse pas. Le choix de la déflation, par la monnaie en même temps que par le budget, condamne l'Europe, en cas de retournement de conjoncture, soit à un choc de nations soit à la lutte des classes.

Ce ne sera pas le moindre paradoxe de cette Europe sans conscience qu'on baptise euroland que de nous ramener ainsi exactement un siècle en arrière.

**Charles Pasqua**